

# S'unir OU disparaître



© Mathieu Delmestre

Le 2 avril dernier, le Premier secrétaire a dressé, face aux lecteurs de *La Provence*, les contours de la grande phase politique qui s'ouvre pour la gauche française. À 14 mois de la Présidentielle, Jean-Christophe Cambadélis estime aujourd'hui que : « Progressistes ou réformistes, toutes les composantes de la gauche doivent faire leur examen critique. Le Parti socialiste le fait, un peu trop à mon goût, mais les autres ne le font pas. »

Le Parti aujourd'hui doit s'adapter dans son propre fonctionnement à une époque nouvelle : « celle de la révolution numérique, du terrorisme, du défi climatique et européen. Il y a nécessité à se réformer. » Estimant que nous fonctionnons « comme la SFIO de 1905 », Jean-Christophe Cambadélis observe : « Les militants aujourd'hui discutent entre eux. Même les courants ne comptent plus. » La moyenne d'âge des députés et des secrétaires nationaux du PS est « plus jeune que jamais ».

Face à ce constat, le Premier secrétaire juge le PS « trop étroit pour être seul dans le tripartisme. » Alors que la question est d'être « dans l'union dès le premier tour », notre Parti veut « clarifier le débat politique ». « Ceux qui disent qu'il y a une fausse gauche au pouvoir ont tort et risquent d'avoir une vraie droite », prévient Jean-Christophe Cambadélis. Le Parti socialiste n'est pas un objet suspendu en l'air, « il est dans le dialogue social. »

Se disant prêt à étudier une primaire de toute la gauche, « mais sans exclusive ni préalable. Il ne faut pas que ce soit contre le PS », Jean-Christophe Cambadélis propose une nouvelle fois : « autant construire un rassemblement sur la base d'un compromis. » Le risque que la gauche disparaisse constitue en effet un enjeu central dans le cadre d'un dialogue ouvert.

# LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**104,75 euros** C'est le montant qu'un parent isolé pourra demander par enfant et par mois en cas d'impayé des pensions alimentaires de l'autre parent au titre de l'Allocation soutien familial (ASF). Cette garantie vient en effet d'être élargie à l'ensemble du territoire national. La lutte contre la pauvreté des enfants, la précarité des familles monoparentales et les inégalités entre les femmes et les hommes, bénéficie du recrutement de 100 agents supplémentaires dédiés dans les CAF.

© Pierre-Philippe Marcou/AFP



Après les élections du 20 décembre dernier où aucune majorité n'avait pu se dégager – le PSOE enregistrant son plus mauvais résultat, les discussions se sont ouvertes. Échouant à obtenir la confiance des députés, le Parti populaire avait lui-même voté contre la confiance aux socialistes avec Podemos.

La ligne de Pedro Sánchez, le numéro un du PSOE, d'un gouvernement d'alliance des progressistes est contestée par tous ses prédécesseurs, de Felipe González qui a ex-

primé son hostilité à l'égard d'une coalition avec le «lé-ninisme 3.0» à Alfredo Pérez Rubalcaba en passant par José Luis Rodríguez Zapatero.

Podemos avait renvoyé dos à dos les deux principaux partis espagnols, fermant la porte à toute coalition avec des propositions exigeantes. Dans un premier temps, l'accord PSOE-Ciudadanos était dénoncé par Podemos d'autant que sans les voix de ces derniers, un gouvernement PSOE-Ciudadanos n'a pas de majorité.

## ESPAGNE

### VERS UN GOUVERNEMENT DE COALITION PROGRESSISTE ?

L'intransigeance de Podemos avait été fortement critiquée. Y compris localement puisque depuis les dernières élections municipales de 2015, la plupart des grandes villes dont Madrid, Barcelone, Séville ou Valence ont basculé à gauche grâce à des coalitions Podemos/PSOE/partis régionalistes.

La rencontre entre Pablo Iglesias et Pedro Sánchez, du 30 mars dernier, a montré une possibilité de sortie de crise. Les deux leaders ont la «volonté de rechercher un gouvernement de changement», sans la droite. Ils refusent de nouvelles élections, (qui auront lieu le 2 mai en cas d'échec des négociations). Comme l'a dit Sánchez: «La nouvelle du jour, c'est que Podemos a accepté de négocier avec le PSOE et Ciudadanos» et de son côté, Pablo Iglesias, a renoncé pour lui-même à la vice-présidence du gouver-

nement pour «ne pas être un obstacle» à un accord.

Podemos et Ciudadanos achoppent sur le référendum d'autodétermination en Galice, en Catalogne et au Pays Basque. Podemos ne veut pas renoncer au référendum car ils sont dépendants notamment du partenaire catalan En Comú Podem qui fournit 12 de leurs 69 députés alors que Ciudadanos est unitariste. Sur la réduction des dépenses publiques, le déficit public pour 2015 se hisse à 5,16% du PIB, contre l'objectif de 2,8% du PIB, soit une baisse de 23,6 milliards d'euros: autant qu'en 2012, au plus fort de l'austérité. Le PSOE et Ciudadanos veulent garder ce cap, pas Podemos.

Une issue à la portugaise reste donc à la fois souhaitable et possible.

Par Pierre Kanuty

## SCOLARITÉ DE 2 ANS À 3 ANS : ON ACCÉLÈRE

Entre 2001 et 2012, le taux de préscolarisation avait été divisé par trois. Alors qu'en 2001, nous comptons 259 700 enfants de moins de trois ans scolarisés, ils n'étaient plus que 91 000 en 2012. Ce constat alarmant a poussé depuis le gouvernement à mettre en place plusieurs dispositifs et à développer les moyens en faveur de cette scolarisation pertinente. Il y a eu progression en 2013, qui s'est confirmée en 2014 et 2015 en éducation prioritaire, selon les objectifs fixés. Le taux global s'élève désormais à 11,7%. Il atteint même 20,6% en éducation prioritaire. 1 100 classes ont été ouvertes et les moins de 3 ans sont aussi largement accueillis dans les places disponibles de petite section. Plus de 25 000 places supplémentaires ont ainsi été offertes dans les écoles maternelles pour accueillir ces très jeunes élèves, essentiellement dans l'ensemble des réseaux de l'éducation

prioritaire, avec une organisation des activités et des rythmes spécifiques, et un projet d'école particulier.

### « RENDRE POSSIBLE CETTE BELLE AMBITION RÉPUBLICAINE DU DROIT À LA RÉUSSITE POUR TOUS. »

La scolarisation précoce est en effet un moyen efficace pour lutter contre la reproduction des inégalités et favoriser la réussite scolaire. «En permettant aux très jeunes enfants d'entrer progressivement dans les apprentissages, de travailler le vivre-ensemble et la socialisation dès le plus jeune âge, explique Yannick Trigance, Secrétaire national adjoint à l'éducation, l'école maternelle contribue à rendre possible cette belle ambition répu-

blicaine du droit à la réussite pour tous.» Ceci permet également aux parents de concilier plus facilement vie professionnelle et vie familiale. L'école maternelle assure une prise en charge de l'enfant de deux ans qui tient compte, en continu, des rythmes et du développement propres à cette tranche d'âge.

À la rentrée de septembre prochain, les enfants nés en 2014 pourront donc être scolarisés dans les secteurs priorités par cette politique. D'ici fin avril, la CAF identifiera les familles concernées et les informera. Une fois les familles sensibilisées, le travail sera finalisé avec l'Éducation nationale afin d'assurer l'accès au plus grand nombre. En 2015, 93 600 enfants de 2 ans fréquentent l'école.

Par  
Christophe Disic

# BRÈVE DE LA SEMAINE

**LA MATERNITÉ HEUREUSE** Le 1<sup>er</sup> avril 1956 se créait sous le nom de «La maternité heureuse» l'association devenue le «Mouvement Français pour Le Planning Familial» (MFPF). 60 ans plus tard, le droit à l'avortement est encore renforcé par la loi de modernisation de notre système de santé du de 2016 : délai de réflexion supprimé, accès à la contraception d'urgence assurée dans les infirmeries scolaires, possibilité pour les sages femmes de pratiquer les IVG médicamenteuses. En outre, depuis ce 1<sup>er</sup> avril, tous les actes nécessaires pour une IVG sont remboursés à 100%.



## LES ACCORDS MATIGNON : 7 JUIN 1936 80 ANS DU FRONT POPULAIRE



© L'OURS

Le grand mouvement de grèves est parti des usines d'aviation, les 11 et 12 mai, quelques jours après la victoire électorale. De province, il gagne la région parisienne et l'industrie automobile. Après le 2 juin, presque tout le secteur privé est touché. Ce qui frappe l'opinion, ce sont les occupations d'usine avec l'atmosphère de fête et de solidarité ouvrière qui y règne le plus souvent. Ce mouvement, en grande partie spontané, rapidement grossi de centaines de milliers de travailleurs, est né en dehors des organisations syndicales qui sont intervenus pour le canaliser, en lui donnant un programme.

Aussitôt après avoir constitué son gouvernement, le 4 juin, Léon Blum s'adresse, dès le 5, par la radio, aux ouvriers en grève, en demandant leur confiance pour prendre en compte leurs revendications. Le soir même, il convoque les représentants du patronat, leur affirme qu'il n'emploiera pas la force et leur demande de négocier avec les délégués de la Confédération Générale du Travail réunifiée depuis mars 1936. Parallèlement, Roger Salengro, le ministre de l'intérieur, obtient l'accord du bureau confédéral de la CGT.

Les négociations commencent à l'Hôtel

Matignon, le 7 juin sous la présidence de Léon Blum, avec les délégués du patronat et ceux de la CGT, amenés par Léon Jouhaux et Benoît Frachon. Léon Blum, d'emblée, indique que certaines questions seront réglées par la loi, notamment les congés payés et la semaine de quarante heures. La délégation patronale est, avant tout, soucieuse de l'arrêt des grèves et de la manière dont les usines seront évacuées. Les syndicalistes insistent sur l'extension des contrats collectifs et la création de délégués du personnel dans les entreprises.

Sur la question des salaires, la CGT fait état de fiches de paie particulièrement basses, et demande une augmentation générale de 10 à 15%. Les délégués patronaux estiment ces revendications inacceptables. La séance est suspendue en fin d'après-midi. Les délégués patronaux partent demander l'avis de leurs instances. Léon Blum, lui, se rend à un meeting monstre, au Vélodrome d'hiver, pour rendre compte à des milliers d'assistants enthousiastes.

Vers une heure du matin, un accord intervient enfin. Il comporte les points suivants : l'établissement immédiat de conventions collectives de travail, l'élection de délé-

gués du personnel dans les entreprises de plus de dix salariés, une augmentation générale des salaires selon une échelle décroissante, l'engagement de ne prendre aucune sanction pour fait de grèves, les organisations syndicales, elles, demandant aux grévistes de reprendre le travail. Les grèves commencent à décroître dès le 12 juin. Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti communiste apporte l'appui de son autorité, en déclarant «Il faut savoir terminer une grève, une fois les revendications satisfaites.» Si le grand patronat peut supporter le poids des charges sociales nouvelles, le moyen et le petit patronat expriment son mécontentement. Le 4 août 1936, la direction du patronat sera désavouée. Le gouvernement, quant à lui, traduit rapidement en textes législatifs les grandes dispositions de l'accord et les complète.

**« LÉON BLUM, D'EMBLÉE, INDIQUE QUE CERTAINES QUESTIONS SERONT RÉGLÉES PAR LA LOI, NOTAMMENT LES CONGÉS PAYÉS ET LA SEMAINE DE QUARANTE HEURES. »**

Léon Blum espère que ces négociations peuvent augurer une nouvelle ère dans les relations sociales. Dans l'immédiat, une vague formidable de syndicalisation se produit, la CGT passant d'un million un quart d'adhérents à plus de cinq millions sur onze millions de salariés. Une nouvelle phase des rapports du travail s'ouvre.

Par

Alain Bergounioux

## C'EST EN LIGNE

**« LE FN EST SOUS L'EMPRISE DE LA RESPECTABILITÉ ET DE LOGIQUES SULFUREUSES. ENTRE PROMESSES ET ABSENCE D'EXPÉRIENCES RÉELLES ».**

## CETTE SEMAINE, L'INTERVIEW de MICHEL WIEVIORKA



© Mathieu Delmeeste

Michel Wieviorka est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président du directoire de la Fondation de la maison des sciences de l'homme (FMSH), après avoir dirigé le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) (EHESS/CNRS) entre 1993 et 2009. Parallèlement, il est membre du Conseil scientifique de l'European Research Council. Ses recherches portent sur les conflits, le terrorisme, la violence, le racisme et l'antisémitisme, mais aussi sur les mouvements sociaux, la démocratie et les phénomènes de différence culturelle. Il vient de publier *Le séisme. Marine Le Pen présidente* (Robert Laffont, mars 2016) où il imagine les premiers mois d'une France gouvernée par Marine Le Pen.

Propos recueillis par  
Bruno Tranchant



Retrouvez régulièrement sur le site <http://www.parti-socialiste.fr> des interviews et infos.

L'INTÉGRALITÉ : <http://www.parti-socialiste.fr/michel-wieviorka-fn-lemprise-de-respectabilite-de-logiques-sulfureuses-entre-promesses-absence-dexperiences-reelles/>

SOCIOLOGUES DE LA BOURGEOISIE

## “ LES PLUS RICHES OPPOSENT CHARITÉ ET SOLIDARITÉ ”

Auteurs de nombreux ouvrages\*, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon sont sans concession dans leur analyse du monde des dominants. Ils mesurent la violence des « nantis », décryptent leur comportement « social » et alertent sur leurs méthodes.



© Samuel Kirszenbaum

*Nous avons vu récemment des habitants du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris s'opposer fermement à l'ouverture d'un centre d'hébergement pour sans-abris. Comment analysez-vous cette position ?*

Nous travaillons sur les plus riches depuis une trentaine d'années. Jusqu'à maintenant ils étaient dans la tenue et la retenue. Mais le 14 mars dernier à Paris-Dauphine, nous avons mesuré à quel point ils pouvaient faire preuve de violence. Nous n'avions jamais vu autant d'insultes à l'égard des plus faibles. Cela montre bien que notre société des inégalités monte d'un cran. C'est le signe d'une escalade de la violence dans les rapports sociaux de domination. Nous sommes passés d'un certain paternalisme à un capitalisme ultra-libéral. Ces cinq dernières années, la concentration des richesses autour d'un petit nombre de personnes augmente.

*Que vous inspirent ces grands patrons américains philanthropes ?*

Ces personnes choisissent leur cause. Même si ce qu'elles font apparaît comme positif, cela cache surtout leur vraie approche : ils opposent la charité

à la solidarité. En ne payant pas d'impôts, ils s'exonèrent de la solidarité nationale. Ils ne permettent pas à une société qui légitime ses représentants de répartir les richesses en fonction des besoins et des déséquilibres. Ils entretiennent leur système par une solidarité corruptrice. Plus que de vivre dans une tour d'ivoire, nous observons qu'ils se préservent dans l'impunité, leur droit sur les autres, leur prédation. Et cette méthode se transmet de génération en génération de privilégiés. Notre travail consiste à montrer que nous vivons dans une oligarchie qui ne résulte pas d'un complot mais d'une mobilisation pour la défense de ses intérêts seulement. La cooptation, l'entre soi... constituent leurs méthodes.

*Évasion, Paradis... comment expliquez-vous cette terminologie du rêve ?*

Les paradis fiscaux renvoient à des îles, au sable blanc et à la mer bleue... La corruption du langage vise à mieux corrompre la pensée. Ceci permet de masquer le système élaboré. Nous tra-

« LA CORRUPTION  
DU LANGAGE VISE À MIEUX  
CORROMPRE LA PENSÉE. »

villons sur la fraude et notre corpus est très opaque. La formulation des documents est elle-même emblématique de cette opacité. Nous observons un parasitage systématique de la pensée. Le cœur nucléaire de l'évasion fiscale se passe au cœur des états développés. Faire évoluer la législation apparaît comme insurmontable. Mais là aussi, il ne s'agit que d'une apparence. En France, il reste encore incongru d'observer que seul le ministre du budget peut saisir le parquet dans le cas d'une corruption avérée.

*Pensez-vous que ces agissements du « peuple d'en haut » contribuent à la crise sociale que nous traversons ?*

Mais ils sont le moteur de cette crise sociale. Leur schéma c'est « argent et profits à court terme ». Le monde est leur jardin. Le renard est libre dans le poulailler planétaire. La crise sociale se nourrit ainsi de leur violence. Regardez simplement comment la politique de mixité sociale prônée par Bertrand Delanoë puis Anne Hidalgo à Paris est confrontée à cette violence.

*Justement comment mesurez-vous les avancées gouvernementales en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ?*

Les différentes affaires médiatisées depuis quelques années soulèvent un peu le voile. Les Panama papers et autres Swissleaks révèlent surtout que les lanceurs d'alerte et les conflits familiaux sont les acteurs essentiels de la dénonciation contre la corruption. Si l'intention politique est là, la France manque de moyens. Sur les 45 000 dossiers déposés à Bercy, seul 8 000 sont traités. En outre, la France a choisi la négociation pour éviter les sanctions lourdes. La logique consiste à récupérer les milliards perdus, ce qui peut se comprendre en tant de crise. Mais nous pensons qu'il faudrait surtout déverrouiller, par des sanctions pénales, un système de violences symboliques aux répercussions sociales désastreuses.

\* Leur dernier ouvrage  
« Tentative d'évasion (fiscale) »  
vient de paraître  
aux Éd. La découverte

